

Le pdt R.T.Erdogan en veut à l'Occident de ne pas financer la réinstallation des réfugiés au Nord de la Syrie



R
e
c
e
p
T
a
y
y
i
p
E
r
d
o
g

an est arrivé avec 45 minutes de retard à l'ouverture du forum sur les réfugiés à Genève.

Le président turc n'a pas pris de gants dans son discours. Accusant l'Europe de laisser la Turquie seule avec les 3,5 millions de réfugiés sur

son sol, [Erdogan en veut surtout aux pays occidentaux](#) de refuser de financer la réinstallation de réfugiés dans la zone de sécurité au nord de la Syrie, mise en place après l'invasion de l'armée turque contre les milices kurdes. Le président turc voudrait que cette région frontalière avec son pays soit peuplée de Syriens et non pas de Kurdes qui pourraient réaliser une jonction avec les Kurdes de Turquie, son cauchemar .

« La Turquie porte le poids de la crise syrienne... » s'est plaint le président.

Il a signalé n'avoir reçu que 2 milliards d'euros, deux tiers de ce que lui avait promis l'Union Européenne, pour s'occuper des 5 (?) millions de réfugiés dont les 3.6 millions de Syriens .

Le président Erdogan avec ces chiffres menace d'ouvrir ses frontières pour laisser ces réfugiés déferler en l'Europe.

Le Centre Société Démocratique Kurde de Genève et le Congrès de la Société Démocratique Kurde en Europe ont organisé une manifestation contre la venue du leader turc. L'événement à regroupé 300 personnes sur la place des Nations .

Un dirigeant meurtrier

Aux cris de « Erdogan fasciste » et Erdogan assassin » les manifestants ont exprimé leur désapprobation à la présence du président turc sur le sol suisse. Les organisateurs accusent les Nations Unies de fermer les yeux sur ce qu'ils qualifient de génocide des Kurdes. Une politique qui aurait pour conséquence d'être responsable d'un changement de composition démographique de la région du sud-est de la Turquie et qui force les Kurdes à l'émigration.

-----C'est dans ce contexte que l'Egypte prévient la Turquie :



ien Abdel Fattah al-Sissi a dénoncé le 17 décembre 2019 toute velléité de contrôler la Libye voisine, au surlendemain d'une rencontre entre le président turc et le dirigeant du Gouvernement libyen d'union nationale (GNA).

Cette rencontre entre Recep Tayyip Erdogan et Fayez al-Sarraj s'est tenue le 15 décembre à huis clos à Istanbul, après l'évocation par Ankara de l'**envoi de troupes** en Libye pour soutenir le chef du GNA, reconnu par l'ONU. *"Nous n'autoriserons personne à contrôler la Libye (...), c'est une question qui relève de la sécurité nationale de l'Egypte"*, a déclaré le président Sissi.

La Libye est en conflit entre le GNA, reconnu par les Nations unies et appuyé par la Turquie, et le Qatar, et le maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est libyen soutenu par l'Égypte et les Émirats arabes unis, deux rivaux régionaux du gouvernement et de l'armée turcs.

Fin novembre, un accord de délimitation maritime controversé et un accord de coopération sécuritaire autorisant l'envoi d'une éventuelle aide militaire turque ont été conclus entre le GNA et la Turquie. Ce dernier texte a été introduit le 14 décembre au Parlement turc pour être débattu. Il a été entériné le 16 décembre 2019

